

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

OBJET DU MARCHE

**MARCHE POUR LA REALISATION DE
MISSIONS GEOTECHNIQUES
POUR LA CONSTRUCTION DU CENTRE
HOSPITALIER ET L'EHPAD DU SAINT-ESPRIT
SUR LE NOUVEAU SITE DU SAINT-ESPRIT**

MAITRE DE L'OUVRAGE

**Centre Hospitalier du Saint-Esprit
Route de Petit-Bourg
97290 SAINT ESPRIT - MARTINIQUE**

**Pouvoir adjudicateur :
CHU DE MARTINIQUE
Hôpital Pierre Zobda Quitman
La Meynard
BP 90632
97261 FORT-DE-FRANCE**

S O M M A I R E

1. OBJET DU MARCHÉ	4
2. INTERVENANTS A L'OPERATION	4
2.1 Maître d'ouvrage	4
2.2 Titulaire du marché	4
2.3 Assistant du maître d'ouvrage	4
2.4 Contrôleur technique	5
2.5 Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé	5
3. MISSIONS CONFIEES AU TITULAIRE DE LA MISSION GEOTECHNIQUE	5
4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
4.1 Généralités	5
4.2 Pièces particulières	6
4.3 Pièces générales	6
5. DUREE DU MARCHÉ	6
6. REPRESENTATION DU TITULAIRE	6
7. SOUS-TRAITANCE	6
7.1 Déclaration	6
7.2 Montant anormalement bas	7
7.3 Sous-traitance indirecte	7
8. PRIX	7
8.1 Nature du prix	7
8.2 Contenu des prix	8
9. MODALITES DE REGLEMENT	8
9.1 Avances	8
9.2 Acomptes	8
9.3 Demande de paiement mensuelle	8
9.4 Demande de paiement finale	9
9.5 Décompte général définitif	9
9.6 Règlement des cotraitants et sous-traitants	10
9.7 Délai de paiement	10
10. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
10.1 Ordres de service pour l'exécution du Marché	10

10.2	Prestations supplémentaires ou modificatives -----	11
10.3	Présentation et délais d'exécution des prestations-----	11
10.4	Délais d'approbation des études-----	11
10.5	Pénalités -----	12
10.6	Prolongation éventuelle des délais d'exécution -----	13
10.7	Compétences nécessaires -----	13
11.	ACHEVEMENT DE LA MISSION -----	13
12.	RESILIATION -----	13
13.	ASSURANCES -----	14
13.1	Assurance de responsabilité civile professionnelle -----	14
13.2	Assurance de responsabilité civile décennale-----	14
14.	REGLEMENT DES DIFFERENDS -----	14
15.	DEROGATIONS AU CCAG PI -----	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

1. OBJET DU MARCHÉ

Le marché est celui de missions géotechniques dans le cadre de l'opération de construction :

- Centre Hospitalier du Saint-Esprit d'une envergure d'environ 5 574.86 m² SDO (surfaces dans œuvre) ;
- EHPAD du Saint-Esprit d'une envergure d'environ 4 233 m² SDO (surfaces dans œuvre) ;

Le site concerné par la construction du projet se situe le long de la Route Départementale 17, quartier « Morne Degras » – 97270 Saint-Esprit. Il s'agit du nouveau site d'implantation du Centre Hospitalier de Saint-Esprit.

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie « bâtiment ».

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, arrêtée par le maître d'ouvrage sur la base du programme est de 30 M € HT (valeur 2ème trimestre 2025).

2. INTERVENANTS A L'OPERATION

2.1 Maître d'ouvrage

Le "maître d'ouvrage" est désigné en première page du présent document.
Il s'agit du Centre Hospitalier du Saint Esprit – Route de Petit Bourg – 97 270 Saint Esprit.

Il est précisé que, si la maîtrise d'ouvrage du marché devait être transférée, les termes du présent CCAP resteraient inchangés.

2.2 Titulaire du marché

Les caractéristiques du Titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom « le titulaire », sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le marché est conclu avec un groupement de cotraitants conjoints dont le mandataire est solidaire. Ce choix du maître d'ouvrage est justifié par un besoin de sécurité financière au regard du coût important de l'opération pour la commune.

2.3 Assistant du maître d'ouvrage

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par le groupement : EMBASE – OASIIS et CETE.

Embase

**15, Avenue de la Paix
67000 STRASBOURG**

Oasiis

**15, Avenue de la Paix
67000 STRASBOURG**

CETE ingénierie

97200 FORT DE FRANCE

2.4 Equipe de maîtrise d'œuvre

L'équipe de Maîtrise d'œuvre est composée de
Kardham Cardete Huet Architecture
Agence Jos SELARL d'Architecture
IB Consult
Lage Ingénierie SARLU
SARL Sigma Acoustique
GESCEM
SMI

2.5 Contrôleur technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage ou son représentant sera assisté d'un contrôleur technique agréé.

La société titulaire de la mission de Contrôle Techniques est la société SOCOTEC – Agence de Martinique située 78 Route de Bois Rouge – 97 224 DUCOS.

2.5 Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage ou son représentant sera assisté d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS).

La société titulaire de la mission CSPS est la société Bureau Véritas – Agence Martinique située 12, Rue des Arts et Métiers – Immeuble Equinoxes - Bât B -Lotissement Dillon Stade – 97200 Fort de France.

3. MISSIONS CONFIEES AU TITULAIRE DE LA MISSION GEOTECHNIQUE

Le présent marché a pour objet de confier au titulaire les éléments suivants :

- G2 AVP
- G2 PRO
- G4

Le détail des éléments de mission listés ci -dessus est décrit dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

4.1 Généralités

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, ainsi que de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

A l'exception de l'annexe de mise au point éventuelle prévalant sur l'acte d'engagement, l'acte d'engagement et le CCAP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci, et chaque

annexe prévaut sur les autres de même type en fonction de son rang dans la liste propre à chaque document détaillé ci-après.

Par dérogation à l'article 4.1 CCAG PI, le marché est constitué des pièces contractuelles suivantes, listées par ordre de priorité décroissante en cas de contradiction entre leurs stipulations respectives.

4.2 Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, le cas échéant, à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes, le cas échéant ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le programme fonctionnel et technique de l'opération et ses annexes ;
- le rapport de sol G1,
- l'APS du Groupement de Maîtrise d'œuvre,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- les pièces écrites et graphiques du dossier présenté par le Titulaire à l'appui de son offre.

4.3 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
Le CCAG-PI issu de l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa rédaction à jour de la date de la publication de cette présente consultation, non-annexé au présent document, est réputé connu des intervenants à l'opération. La signature des pièces particulières entraîne son acceptation.

5. DUREE DU MARCHÉ

La durée du marché est définie à l'article 3 de l'acte d'engagement.

6. REPRESENTATION DU TITULAIRE

Le titulaire devra désigner au maître d'ouvrage ou à son représentant la personne physique chargée de la conduite effective des prestations, depuis le début et jusqu'à la fin de l'exécution du marché. Cette personne devra assister à toutes les réunions demandées par le maître d'ouvrage ou son représentant pendant la phase "études" et à toutes les réunions hebdomadaires de chantier pendant la phase "travaux", ainsi qu'être habilitée à prendre sur-le-champ les décisions nécessaires.

Dans le cas où cette personne ne serait plus en mesure d'accomplir la conduite des prestations, l'article 5 du Cahier des Clauses Administratives Générales des Marchés Publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) s'applique pleinement.

7. SOUS-TRAITANCE

7.1 Déclaration

Le Titulaire peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants par le maître d'ouvrage ou son représentant ainsi que de l'agrément de leurs conditions de paiement. La sous-traitance de la totalité du marché est en revanche interdite.

Afin d'acceptation par le maître d'ouvrage ou son représentant, le Titulaire présentera une déclaration préalable de sous-traitance (formulaire DC4), dûment complétée et signée, en y joignant obligatoirement :

- les pièces nécessaires à l'appréciation des capacités économiques et professionnelles du sous-traitant, dans les conditions identiques à celles prévues par le règlement de consultation pour les candidats ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du Code de la commande publique.
- l'attestation de responsabilité civile en cours de validité du sous-traitant ;
- un devis quantifié des prestations sous-traitées.

De plus, si la déclaration est effectuée après la notification du marché, sera également joint l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance, et ce afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant. Le maître d'ouvrage ou son représentant notifiera, après signature, à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

A défaut d'une telle déclaration et en accord avec l'article 3.2 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour faute du maître d'œuvre.

Il est par ailleurs précisé que la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires est nécessaire pour toute modification dans la répartition des prestations entre le Titulaire et les sous-traitants.

7.2 Montant anormalement bas

Lorsque le montant des prestations sous-traitées est anormalement bas, l'opérateur économique est tenu de fournir à l'acheteur des précisions supplémentaires sur les caractéristiques des prestations. A défaut de réponse à une demande de justifications émanant du maître d'ouvrage ou de son représentant, ou à défaut de justifications suffisantes, la demande de sous-traitance sera rejetée.

7.3 Sous-traitance indirecte

De la même manière que le sous-traitant direct (1^{er} rang), le sous-traitant indirect (2nd rang), fera l'objet d'une déclaration préalable auprès de l'acheteur, et ce dans les mêmes conditions que celles décrites à l'article 7.1 du présent document. Cette dernière sera signée par le sous-traitant de premier et de second rang.

Préalablement à toute acceptation de sous-traitance indirecte, le sous-traitant direct est au surplus tenu de fournir une caution personnelle et solidaire.

8. PRIX

8.1 Nature du prix

Le Marché est passé à prix forfaitaire.

8.2 Contenu des prix

Le prix comprend toutes les charges, fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, y compris celles résultant de la coordination et du contrôle effectuées par le mandataire, de même que les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le prix du marché inclut également la rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle.

9. MODALITES DE REGLEMENT

9.1 Avances

Le titulaire reçoit les avances prévues par la réglementation en vigueur à la date fixée comme il est précisé à l'article 11 – Option B du CCAG PI, dans les conditions fixées par cette réglementation et conformément aux stipulations du marché.

9.2 Acomptes

Les règlements des éléments de mission s'effectueront sous forme d'acomptes dont le montant sera estimé proportionnellement à l'avancement de l'exécution des différentes missions et dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

Pour chaque élément de mission, le règlement des comptes du marché se fait par acomptes mensuels selon l'échéancier suivant :

Mission(s)	Acompte(s)	Quotité du prix à régler (en %)
G2 AVP	A la remise du dossier	80
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20
G2 PRO	A la remise du dossier	80
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20

Pour la mission G4, les acomptes s'effectueront mensuellement suivant l'avancement des travaux.

9.3 Demande de paiement mensuelle

La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent. Le titulaire transmet alors au maître d'ouvrage une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

La demande de paiement est datée. Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct mentionnent les références du marché ainsi que, selon le cas :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- La date d'exécution des prestations concernées par la demande de paiement ;
- La nature des prestations exécutées et la référence de l'OS du maître d'ouvrage ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Les prix forfaitaires, qui peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution réelle de la prestation conformément à la décomposition des prix du marché ;

- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées et restant à effectuer ;
- Les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le titulaire calculées conformément aux dispositions du présent document ;
- Le montant des prestations réceptionnées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- Le calcul des révisions afférentes au montant des prestations ;
- Le taux et le montant de la TVA, selon la réglementation en vigueur ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique concerné ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Le maître d'ouvrage ou son représentant accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète et la modifie éventuellement, arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, le notifie ainsi arrêté au maître d'œuvre.

Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : renseigner celui du CHSE : 26 972 079 300 018

9.4 Demande de paiement finale

Après réception, selon les stipulations du chapitre 5 du CCAG PI, des prestations faisant l'objet du marché, le titulaire doit adresser à la personne responsable du marché le projet de décompte correspondant aux prestations fournies.

Le montant du décompte est arrêté par la personne responsable du marché si celle-ci modifie le projet de décompte présenté par le titulaire, elle lui notifie le décompte retenu.

Si le projet de décompte, malgré une mise en demeure formulée par la personne responsable du marché, n'a pas été produit dans un délai de trois mois à partir de la réception des prestations, la personne publique est fondée à procéder à la liquidation sur la base d'un décompte établi par ses soins. Celui-ci est notifié au titulaire.

9.5 Décompte général définitif

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- Le décompte final, tel que défini ci-dessus ;
- La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- Le montant, en prix de base hors T.V.A. du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- L'incidence de la T.V.A. ;
- L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes ci-dessus ;

- La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser. Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le maître d'ouvrage notifie ensuite au titulaire le décompte général dans un délai de trente jours à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du décompte final transmis par le titulaire. Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le titulaire.

9.6 Règlement des cotraitants et sous-traitants

Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Le mandataire est seul habilité à présenter au maître d'ouvrage la demande de paiement, celle-ci étant décomposée en autant de parties qu'il existe de cotraitants à payer et faisant apparaître pour chacun les renseignements nécessaires.

Les notes d'honoraires émises par les sous-traitants dont les conditions de paiement ont été agréées par le maître d'ouvrage sont visées par le mandataire et, le cas échéant, par celui des cotraitants ayant passé le contrat de sous-traitance. Elles sont par suite transmises au maître d'ouvrage pour règlement. A défaut d'une décision expresse du Titulaire dans le délai de 15 jours calendaires, son acceptation est réputée acquise.

Toute renonciation au paiement direct de ces sous-traitants est réputée non écrite.

9.7 Délai de paiement

Le délai de paiement des sommes dues est fixé à 50 « cinquante » jours calendaires à compter de la date de facture ou des demandes de paiement équivalentes.

Le défaut de paiement dans ce délai donne droit au versement d'intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le versement comprend au surplus une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€.

10. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG- PI. »

10.1 Ordres de service pour l'exécution du Marché

L'ordre de service (OS), est la décision du maître d'ouvrage qui ordonne le début des prestations et précise leurs modalités d'exécution.

Les OS sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'ouvrage. Ce dernier les adresse au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par tout autre moyen permettant d'en attester la date de réception. Il est précisé que le démarrage des prestations peut être ordonné dans un délai supérieur à six mois à compter de la notification du marché.

Le Titulaire est tenu de se conformer à tous les ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours calendaires sous peine de forclusion. Ce délai court à compter de la date de réception de l'ordre de service.

10.2 Prestations supplémentaires ou modificatives

Le maître d'ouvrage peut prescrire au Titulaire, par ordre de service, l'exécution de prestations modificatives ou supplémentaires après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le Titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du maître d'ouvrage.

Dans les cas où le Marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par le maître d'ouvrage au titulaire, l'ordre de service mentionné ci-dessus fixe provisoirement le prix nouveau retenu par le maître d'ouvrage pour leur rémunération après consultation du titulaire.

Ce prix provisoire, permettant une juste rémunération du titulaire, est utilisé pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif. Le titulaire est réputé avoir accepté le prix provisoire fixé par l'ordre de service si, par dérogation à l'article 17 du CCAG PI, dans le délai de 15 jours calendaires suivant l'ordre de service qui lui a notifié ce prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, le prix qu'il propose. En cas de désaccord, le maître d'ouvrage règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter le prix définitif, celui-ci fait l'objet d'un avenant, sauf si le prix est devenu définitif dans le silence du titulaire en application de l'alinéa ci-dessus.

10.3 Présentation et délais d'exécution des prestations

Les rapports exécutés sont adressés par le Titulaire au maître d'ouvrage pour vérification et réception. Ces livrables sont remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

ELEMENT DE MISSION / DESIGNATION DU LIVRABLE	DELA	POINT DE DEPART DU DELAI	NOMBRE D'EX.
G2 AVP			
Rapport mission G2 AVP	3 semaines	A la signature du présent marché	1
G2 PRO			
Rapport mission G2 PRO	3 semaines	Au démarrage de la mission PRO du MOE	1
G4			
Contrôle des documents d'études et de suivi d'exécution (suivant CCTP)	7 jours calendaires	A réception	1

Les rapports sont remis au maître d'ouvrage sur les supports suivants :

- Papiers originaux dont un non relié et reproductible
- Fichiers informatiques transmis par courriers électroniques
- Notices et tableaux : Word, Excel, PDF
- Plans : dwg ou éventuellement dxf

Le Titulaire s'engage également à fournir tous les justificatifs et documents complémentaires que pourrait demander un des acteurs de la maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la réalisation de sa mission (pouvoir adjudicateur ou représentant, AMO, etc.). Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

10.4 Délais d'approbation des études

La décision par le maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études et du dossier des ouvrages exécutés intervient avant expiration des délais ci-dessous exprimés en nombre de semaines calendaires :

Désignation du livrable	Délai d'approbation	Point de départ du délai
G2 AVP	2 semaines	Date effective de la remise ou de la livraison par le Titulaire
G2 PRO	2 semaines	
Synthèse G4	2 semaines	

Dans les cas où la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au titulaire dans les délais ci-dessus exposés, la prestation est tacitement acceptée à leur expiration.

Le titulaire dispose de quinze jours pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de la personne responsable du marché.

Si le titulaire formule des observations, la personne responsable du marché dispose ensuite de quinze jours pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, la personne responsable du marché est réputée avoir accepté les observations du titulaire.

10.5 Pénalités

10.5.1 Généralités

Les pénalités sont applicables de plein droit sur simple constat du maître d'ouvrage, sans mise en demeure, et peuvent être précomptées sur les acomptes versés au Titulaire tout au long du Marché.

Il est par ailleurs précisé que les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire et que leur application s'effectue sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage d'user de toute autre sanction contractuelle. Leurs montants s'entendent TTC.

10.5.2 Pénalités pour retard

Pour la remise de chaque livrable ou prestation auquel le Titulaire s'est engagé, qu'il soit identifié ou non à l'article « Présentation et délais d'exécution des prestations » du présent document, le montant des pénalités est établi par le tableau ci-après en fonction de l'élément de mission auquel il se rattache.

Calcul des pénalités pour retard en fonction du montant des éléments de missions :

Elément de mission de rattachement	Valeurs	Occurrence
G2 AVP	1/500 ^{ème}	Par jour de retard
G2 PRO	1/500 ^{ème}	
G4	1/500 ^{ème}	

10.5.3 Autres pénalités

Les pénalités suivantes s'appliquent au présent marché :

Cause	Valeurs (€)	Occurrence	Précisions
-------	-------------	------------	------------

Versement par le MOA d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire du fait d'un retard imputable au Titulaire	Montant égal aux intérêts et indemnités versés par le MOA	A chaque réalisation de la cause	/
Absence titulaire à une réunion en phase conception	250	A chaque manquement (sur simple constat)	- Le maître d'ouvrage s'engage à respecter un délai de convocation au moins égal à 8 jours calendaires. - Le titulaire peut être valablement représenté par une personne habilitée à l'engager.
Absence titulaire à une réunion en phase travaux	250	A chaque manquement (sur simple constat)	- Le maître d'ouvrage s'engage à respecter un délai de convocation au moins égal à 8 jours calendaires. - Le titulaire peut être valablement représenté par une personne habilitée à l'engager.

10.6 Prolongation éventuelle des délais d'exécution

Conformément au CCAG PI.

10.7 Compétences nécessaires

S'il apparaît, en cours de Marché, que le titulaire n'est pas en mesure de mobiliser les compétences suffisantes au traitement d'un domaine particulier dans l'exécution des prestations auxquelles il s'est engagé, celui-ci sera tenu, sur simple demande de la maîtrise d'ouvrage, de s'adjoindre par tout moyen jugé opportun, les services de spécialistes capables de pallier les défaillances ayant justifié cette demande. Ces spécialistes seront soumis à l'agrément du maître de l'ouvrage ou de son représentant et leur intervention ne pourra avoir pour conséquence de modifier le forfait de rémunération.

11. ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du Titulaire s'achève à la fin du dernier délai de garantie de parfait achèvement applicable aux marchés de travaux.

12. RESILIATION

Lorsque les prestations sont scindées en plusieurs phases techniques, l'arrêt de leur exécution peut être décidé par la personne publique à chacune de ces phases soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, dès lors que les deux conditions suivantes sont remplies

- le marché prévoit expressément cette possibilité ;
- chacune de ces phases est assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité, sauf stipulation différente du marché.

L'arrêt de l'exécution de l'étude entraîne la résiliation du marché dans les conditions des articles 37, 38, 39 et 40.

13. ASSURANCES

Le titulaire doit produire dans les quinze (15) jours calendaires qui suivent la notification du marché, ainsi qu'en début de chaque année civile et ce pendant toute la durée du chantier, une attestation d'assurance comportant les informations précises suivantes :

- Identité de la compagnie d'assurance ;
- Numéro de police ;
- Date d'effet, période de validité ;
- Activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est Titulaire avec extension le cas échéant, à la qualité de mandataire commun ;
- Montants des garanties accordées par nature à hauteur respective des capitaux minima fixés ci-dessous.

Il appartient au Titulaire d'effectuer le contrôle des attestations d'assurance des sous-traitants. En cas de sinistre, le Titulaire sera responsable des dommages causés par lesdits sous-traitants.

13.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle

Chaque cotraitant justifie d'une assurance de responsabilité civile garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, à raison des dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché. Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement qui ne pourront, en tout état de cause être inférieurs à 3 M€ par sinistre et par an (tous dommages confondus).

13.2 Assurance de responsabilité civile décennale

Chacun des cotraitants justifie d'une assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-7 et suivants du Code civil. L'attestation indique l'étendue des garanties apportées par sinistre sans pouvoir être inférieure à 1.5 fois le montant des honoraires de maîtrise d'œuvre, tel qu'il résulte de leur engagement.

Les cotraitants sont tenus également de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code civil ainsi que pour la garantie des dommages immatériels, dans la mesure où ces derniers ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité civile décennale.

14. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Le maître d'ouvrage et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du Marché ou à l'exécution des prestations qui en sont l'objet.

Tout différend fait l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire en réclamation qui en expose les motifs et qui indique, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées ainsi que leur justification. Ce mémoire est communiqué au maître d'ouvrage au plus tard à la remise du projet de décompte final.

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

15. DEROGATIONS

En cas de contradiction, le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) prévaut. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux prestations intellectuelles (CCAG-PI) s'applique à titre supplétif.

16. SIGNATURE

Le 04/09/2025
Le Directeur du Pôle Finances - Achats

Le Directeur Général
Par délégation,
Le Directeur du pôle
Finance - Achats
GAEL MOTREFF



